

**RUSSIE**

**Une organisation de défense des droits humains menacée par les forces de sécurité**

*Index AI : EUR 46/001/2005*

*ÉFAI*

au +44 20 7413 5566, ou consulter le site  
<http://www.amnesty.org>

Jeudi 20 janvier 2005

### **FLASH**

Amnesty International est vivement préoccupée au sujet de huit militants œuvrant pour la Société pour l'amitié russo-tchétchène, organisation de défense des droits humains. Ils risquent d'être arrêtés arbitrairement, d'être torturés et de « disparaître ». En effet, les forces de sécurité russes ont saisi leurs coordonnées lors d'une perquisition.

Ce jeudi 20 janvier 2005, vers 17 heures (heure locale), des membres du Service fédéral de sécurité (FSB) ont effectué une descente dans les bureaux de l'organisation à Nijni Novgorod. Ils ont saisi des documents contenant les coordonnées de tout le personnel du journal de l'organisation, dont celles de huit membres résidant en Tchétchénie.

Les forces de sécurité ont également emporté les documents relatifs à l'enregistrement du journal et diverses éditions.

Ce même jour, la branche régionale du FSB de Nijni Novgorod avait convoqué aux fins d'interrogatoire Stanislav Dmitrievski, directeur de la Société pour l'amitié russo-tchétchène.

Selon le FSB, Stanislav Dmitrievski serait témoin dans une affaire criminelle ayant trait à des informations publiées par le journal de l'organisation *Pravozachtchita* (protection des droits humains). Les circonstances précises de cette affaire demeurent opaques ; elle porterait sur la publication par ce journal de déclarations émanant de personnalités de l'opposition tchétchène – dont Aslan Maskhadov et Akhmed Zakaïev, son représentant basé au Royaume-Uni.

Amnesty International dénonce une évolution inquiétante en Fédération de Russie, où les autorités prennent pour cibles des défenseurs des droits humains, des militants et des journalistes indépendants, qui sont parfois victimes de terribles mesures de harcèlement, de « disparitions » ou de meurtres ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres,**